Le SNCS-FSU et le SNESUP-FSU dénoncent ce chantage de la région sur les personnels de l'enseignement-supérieur et de la recherche. Ils condamnent cette entrave aux libertés scientifiques ce qui se révèle être un déni de démocratie.

Cette décision intervient, à un moment où dans les établissements d'enseignement supérieur et les organismes de recherche, de nombreux collègues, sous pression, s'épuisent encore en cette période de fêtes de fin d'année, à répondre aux appels d'offres liés au Grand Emprunt lancés dans des délais très courts.

Le SNESUP-FSU et le SNCS-FSU rappellent que l'opération « Grand emprunt » n'augmente en rien le budget de l'enseignement supérieur et de la recherche. Les budgets 2011 des universités et des organismes de recherche (CNRS, INSERM, IRD, INRA, …) sont en recul par rapport à des besoins de moins en moins couverts par les dotations, notamment en emplois, et que les laboratoires de recherche auront en moyenne une diminution de 15% de leurs crédits de base.

Les opérations « Labex » (Laboratoire d'excellence) et « Idex », ont notamment pour objectifs d'accentuer le pilotage de la recherche par des intérêts à court terme et de recomposer le paysage universitaire. C'est à ce titre que le ministère veut contraindre la gouvernance des structures. La situation du site de Montpellier sur cette question n'est pas unique en France (voir les sites web http://www.sncs.fr/ - http://www.snesup.fr/).

Le SNCS-FSU et le SNESUP-FSU dénoncent un tel chantage de la part de la Région Languedoc-Roussillon dont la communauté scientifique et universitaire serait la première victime. Le président de la Région ne peut remettre en cause le Contrat de Projet Etat-Région sous prétexte que les personnels n'agissent pas pour que leurs « *représentants institutionnels* » aillent dans le sens souhaité par la région.

Dans le contexte actuel, il n'est pas acceptable que la Région Languedoc-Roussillon menace de son désengagement de l'enseignement supérieur et de la recherche qui ne ferait que s'ajouter à l'actuel désengagement de l'Etat. Il est par ailleurs regrettable que la Région oublie les Universités de Perpignan et Nîmes que les projets gouvernementaux de Labex et Idex risquent de reléguer, avec leurs personnels et étudiants, au rang d'établissements de seconde zone.

Le SNESUP-FSU et le SNCS-FSU exigent que les délibérations régionales de financement

soient honorées.

Le 22 décembre 20100